



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Iraq

Question au Gouvernement n° 591

Texte de la question

SITUATION EN IRAK

M. le président. La parole est à M. Jacques Desallangre, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

M. Jacques Desallangre. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

Monsieur le ministre, la population irakienne souffre, exposée au risque d'une catastrophe humanitaire et à l'arrivée d'un pouvoir théocratique. L'Europe affiche ses divisions, les Etats-Unis rappellent avec suffisance qu'ils décourageront les pays industrialisés avancés de toute tentative visant à défier leur leadership et qu'ils concéderont peut-être à l'ONU quelques tâches jugées accessoires.

La France, qualifiée avec mépris de puissance de seconde zone, va-t-elle justifier cette appellation insultante, en cédant à ceux qui, de plus en plus nombreux à droite, regrettent qu'elle soit restée elle-même,...

M. Jean-Marc Nudant. Mais non !

M. Jacques Desallangre. ... et pressent le Gouvernement d'aller implorer le pardon de George Bush, à ceux qui veulent une France petite, soumise, humble, capitularde ? Va-t-elle au contraire, mains tendues mais pas tête basse, répéter aux Etats-Unis qu'alliance ne signifie pas allégeance, et qu'en confiant l'un des trois protectorats en Irak à la Pologne, ils disent clairement vouloir contrarier la difficile construction européenne ?

La France va-t-elle lutter pour que l'Europe retrouve crédit et audience, pour que l'Europe travaille à faire mentir ceux pour qui l'ONU est aujourd'hui inapte à dire le droit, seulement condamnée à légitimer les interventions du seul gendarme crédible pour faire appliquer son droit, les USA ?

Monsieur le ministre, allez-vous écouter ceux qui, dans vos rangs, vous pressent de sauver la morale des affaires en sacrifiant la morale politique ? *(Applaudissement sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, depuis le début de la crise, nous défendons une position fondée sur des principes, et c'est pour cela que la France est comprise et respectée.

Nous avons aujourd'hui une triple exigence : reconstruire l'Irak dans le respect de sa souveraineté et de son unité, oeuvrer à la stabilité de la région à travers le processus de paix, à travers la lutte contre le terrorisme et la prolifération, réunir la communauté internationale autour d'objectifs clairs : la liberté, le développement et la paix. Sur chaque question et à chaque étape, nous sommes mobilisés dans un esprit d'ouverture et de proposition. Au-delà de la phase d'urgence actuelle, phase humanitaire et de sécurisation, qui relève d'abord de la coalition,

nous proposons la suspension immédiate des sanctions, l'affectation prioritaire des recettes pétrolières aux besoins de la population, et leur gestion dans la transparence, la certification du désarmement de l'Irak par les Nations unies, seules légitimes, en liaison avec les forces présentes sur le terrain.

Mais la question essentielle est bien l'instauration d'une autorité irakienne légitime. La coalition met en place une solution provisoire. Il faudra rapidement passer à un processus incontestable, qui devra impliquer l'ensemble de la communauté internationale, c'est-à-dire les Nations unies.

M. Maxime Gremetz. Très bien !

M. le ministre des affaires étrangères. Il n'y a pas, d'un côté, la morale et de l'autre, l'intérêt. (*« Très bien ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

La France ne barguigne pas. La France ne monnaye pas. Elle n'avance pas un sac de cendres sur la tête. (*« Très bien ! » et applaudissement sur divers bancs.*) La France fait un choix clair, celui de la responsabilité collective. (*« Très bien ! » sur divers bancs.*) C'est le choix de la conviction et de l'efficacité, et c'est l'intérêt de tous. Pour être à la hauteur des défis de l'Irak, de la région et du monde, nous devons agir tous ensemble. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe des député-e-s communistes et républicains et sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Jacques Desallangre](#)

Circonscription : Aisne (4^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 591

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 mai 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 mai 2003